

Amérique latine : la grande confrontation

lundi 25 novembre 2019, par [KATZ Claudio](#) (Date de rédaction antérieure : 20 novembre 2019).

L'Amérique latine enregistre un changement brutal, dans le feu de la confrontation entre les démunis et les privilégiés. Ce conflit comprend des révoltes populaires et des réactions des oppresseurs. Les batailles se déroulent dans les rues et aux urnes. Les puissants ne recourent pas seulement à la répression. Ils manipulent les informations, diffament les combattants et encouragent le ressentiment de la classe moyenne appauvrie. Dans toute la région, le désir d'égalité se heurte au fascisme et aucun pays ne peut obtenir de résultats définitifs. Dans un processus vertigineux, des victoires significatives coexistent avec des revers inquiétants.

Tsunami au Chili

Le **soulèvement au Chili** est le grand tsunami en Amérique latine. C'est la plus grande rébellion de l'histoire du pays. Chaque jour, des milliers de jeunes quittent les écoles, les universités et les quartiers pour affronter les gendarmes.

Les bannières sont catégoriques : « Le Chili s'est fatigué et s'est réveillé. » Un peuple qui en a marre des humiliations s'est élevé contre le modèle néolibéral. 70% des ménages ont contracté des dettes sur leurs revenus pour financer des économies dans les domaines de l'éducation, de la santé et des retraites privées. Le pays partage le podium des huit nations les plus inégales au monde.

Le gros de la population est confronté à un gouvernement isolé, issu d'élections marquées par l'abstention. Piñera déploie une répression sauvage qui a déjà provoqué plus de 20 meurtres, des milliers de détenus et d'innombrables blessés. Les officiers de police se droguent pour continuer la fusillade et tirent dans les yeux des manifestants, sans vie. De nombreux cas d'abus sexuel à l'encontre de femmes détenues ont été rapportés.

L'armée maintient ce vandalisme pour préserver les privilèges légués par Pinochet. Elle reçoit un pourcentage fixe d'exportations de cuivre et ses membres sont exempts de la vieillesse paupérisée dont souffrent les autres retraités. Mais certains soldats ont refusé de réprimer.

Piñera a imposé le couvre-feu et a dû le lever. Il a convoqué le dialogue et renforcé la répression. Chaque jour, il annonce une concession sociale sans résultat. La panique qui prévaut dans leur cercle rapproché émerge dans de drôles confessions (« nous devons réduire nos privilèges »).

Les mobilisations persistent pour ne pas répéter les expériences frustrées de 2006 et 2011, qui ont conduit à des changements esthétiques. La vague actuelle a commencé spontanément et sans leadership, mais une organisation émerge déjà d'en bas. L'activisme étudiant s'est étendu aux syndicats et aux groupes sociaux, qui exigent la fin de Piñera et la convocation d'une assemblée constituante. La pression est si forte que le gouvernement lui-même manœuvre pour déformer les deux revendications.

Les politiciens de la *Concertación* cherchent également à diluer les exigences du soulèvement. Ils ont soutenu le régime pendant 30 ans et validé la militarisation du mois dernier. Maintenant, ils se prêtent à un plébiscite qui assure la continuité de Piñera et bloque la souveraineté d'une possible Constituante.

Révolte en Équateur

L'Équateur a été le deuxième épice des révoltes. Les communautés autochtones ont résisté à l'augmentation de la consommation de carburant au niveau local et ont intégré d'autres secteurs

populaires dans leur marche monumentale à Quito.

Lénine Moreno s'est enfuie à Guayaquil et a opté pour la sauvagerie répressive, faisant sept morts et des milliers de blessés. Mais après plusieurs jours de bataille intense, il a annulé l'augmentation de l'essence et accepté la victoire de la CONAIE. Lorsque les indigènes sont entrés au Parlement, le président fugitif a rappelé comment trois de ses prédécesseurs ont été renversés par ce mouvement (1997, 2000 et 2005).

Le soulèvement a réussi à abroger un décret rédigé par le FMI, dans un pays asphyxié par l'endettement extérieur. L'ensemble de la réforme du travail et de l'ouverture des importations a été touché, dans une économie noyée par la dollarisation.

Les manifestants ont également occupé les bureaux du FMI pour avertir les banquiers du ton de leur résistance. Après le succès obtenu dans les barricades, les groupes sociaux ont organisé un Parlement des Peuples, qui a proposé des augmentations du salaire minimum, des taxes progressives et des mécanismes permettant de sortir de la dollarisation, ainsi que la sécurisation des terres et la restructuration des dettes paysannes

Bolivie : l'irruption des fascistes

Le **coup d'État en Bolivie** a introduit un contrepoint dramatique aux soulèvements du Chili et de l'Équateur. La droite a pris l'initiative et a capturé le gouvernement. Le coup d'État le plus ouvert, le plus effronté et le plus évident des dernières décennies a été consommé. Ce fut une action virulente avec la direction de l'armée. Evo a démissionné sous la menace des armes lorsque les généraux ont refusé de lui obéir.

Mais la principale particularité de cette opération était sa teinture fasciste. Les gendarmes ont imposé une zone occupée par les voyous pour établir la terreur. Ils ont forcé le gouvernement à rester sans défense. Ils ont kidnappé des leaders sociaux, pris des institutions publiques et humilié des opposants.

Camacho a mis en pratique les proclamations de Bolsonaro. Avec des bibles et des prières évangéliques, il a brûlé des maisons, enlevé des femmes et enchaîné des journalistes. Il a lancé des cris racistes contre le cholo, tandis que ses acolytes se moquaient des coyas, brûlaient le drapeau des Whipala et battaient les passants de la race dénigrée.

Camacho ne cache pas l'irrationalité de ses discours contre les peuples autochtones. Il considère que les femmes de ces nationalités sont des sorcières sataniques et que les hommes ne sont dignes que de la servitude. Comme en Allemagne dans les années 1930, il a créé des légions de ressentiments pour humilier les indigènes.

La classe dirigeante célèbre la vengeance. Son espoir est de stabiliser le coup d'État et d'équilibrer la gestion de l'État avec ses hommes de confiance. Elle transforme le défi du coup d'État en une critique de l'ambition de Morales. Le président est présenté comme un dictateur et les leaders du coup d'état sont présentés comme des sauveurs de la démocratie. La version allégée de cette infamie déclare que « les deux côtés sont coupables ». L'importance des États-Unis dans le complot a été confirmée par l'éloge de Trump pour l'intervention de l'armée. Añez tentera de maintenir la présidence pendant le temps nécessaire pour truquer les élections. Sous sa direction, la Bolivie a retrouvé ses anciens paramètres d'ingouvernabilité.

La résistance populaire se développe dans les dures conditions de la militarisation. Au cours des cinq premiers jours, il y a eu 24 morts. Mais les mobilisations s'étendent du bastion d'El Alto au reste des villes. Les cabildos organisent la lutte d'un peuple expérimenté dans la bataille de rue.

Au cours de cette action, l'attitude adoptée par Evo peut être discutée. Le problème principal n'était pas sa stratégie au gouvernement (plébiscite et réélection), mais l'absence totale de prévoyance contre le coup d'État. Il était lié à l'arbitrage de l'OEA et a été surpris par l'insubordination d'une armée qu'il a renforcée avec du matériel et des fournitures. Le MAS démobilisé n'a pas réagi à l'offensive déterminée

de la droite.

Au Brésil, une victoire éclatante

Les contrastes qui dominent le contexte latino-américain ont eu une autre manifestation dans la **libération de Lula**. Cette libération a suscité une immense joie parmi les participants à la campagne contre son arrestation. Ce résultat a provoqué une grande défaite contre la farce montée par le juge Moro et ses complices du *Globo*.

Cette campagne a une résonance continentale devant un président discrédité qui est soupçonné de blanchiment d'argent et d'implication dans le meurtre de Marielle Franco.

Bolsonaro dépend du soutien des neuf généraux qui exercent un pouvoir effectif.

L'ancien capitaine a fait ses débuts en réduisant le salaire minimum par décret. En outre, il met en œuvre des privatisations dans les secteurs stratégiques de l'énergie, de la finance et des transports. La réduction du budget de l'éducation a été aussi brutale que la chasse aux sorcières pour renvoyer les fonctionnaires aux idées progressistes. Ses discours anti-communistes encouragent les atteintes aux droits humains tout en renforçant la sauvagerie des gendarmes dans les *favelas*.

Mais Bolsonaro n'est pas en mesure concrétiser ce projet. Il a déjà fait face à une grève contre la réforme des retraites et à une marche de trois millions de personnes contre l'homophobie. De plus, les manifestations étudiantes contre les coupes budgétaires ont atteint une masse sans précédent.

Venezuela

La victoire démocratique au Brésil complète une victoire plus significative obtenue au Venezuela. Dans ce pays, le conflit le plus dur de la région est mené. Tout au long de l'année, la droite a tenté de capturer sa proie la plus convoitée et a connu une succession d'échecs accablants.

Ses laquais vénézuéliens ont essayé tous les complots imaginables, mais leur capacité d'agir a été minée par l'échec de l'autoproclamation de Guaidó. La farce de l'aide humanitaire a également échoué et ils n'ont pu mener à bien aucun soulèvement militaire.

Des menaces de provocation militaire persistent à la frontière avec la Colombie. C'est pourquoi le Département d'Etat dynamise les négociations avec l'opposition. Mais le gouvernement a réussi à déjouer un complot après l'autre.

Dans un scénario social très difficile (et aggravé par les erreurs gigantesques de la politique économique), David a réussi à arrêter Goliath. Le camp bolivarien entretient un niveau intense de mobilisations dans la rue et conteste l'espace public chaque fois que l'opposition apparaît. La cohésion militaire a été préservée, grâce à une intervention politique constante dans l'armée.

Partout, le peuple se soulève

Les tensions au Venezuela accentuent d'autres confrontations. À Porto Rico, le peuple a revendiqué par le biais d'une mobilisation sur une île submergée par l'ajustement du FMI. Pour la première fois dans l'histoire de cette nation, un gouverneur a été renversé par la pression populaire. La crise se poursuit et les solutions ne sont pas envisagées, dans une colonie sans mécanismes politiques pour traiter les tensions habituelles d'un État.

En Haïti, les manifestations du dernier semestre ont été monumentales. Des barricades sont construites chaque jour dans les villes pour protester contre un gouvernement qui a aggravé l'appauvrissement indescriptible de la population. L'inflation galopante empêche la moitié des Haïtiens de manger à leur faim et la répression a coûté la vie à 51 personnes. Les manifestants demandent la démission de l'actuel fantoche de Washington, que Trump prétend récompenser pour sa trahison du Venezuela et son alignement sur l'extrême droite. Mais la vague de manifestations ne cède pas et la demande de poursuivre

les voleurs est déjà complétée par la revendication d'une assemblée constituante d'introduire des changements radicaux dans le système électoral embarrassant. Le Honduras continue d'être convulsé par une résistance persistante contre le régime du sang résultant d'une fraude (2017), ce qui a renforcé l'escroquerie électorale précédente (2013). Les criminels qui dirigent l'État ont tué 200 militants populaires confrontés à la gendarmerie mafieuse. Le pays a été transformé en un *narco-État* dirigé par un président dont les proches ont été condamnés aux États-Unis pour trafic de cocaïne.

Après les élections

L'année dernière, **López Obrador a remporté une victoire écrasante** au Mexique, qui a mis fin au cycle suffoquant des gouvernements PRI et PAN. Avec cette impulsion électorale, il a perturbé les manœuvres de fraude. L'espoir est centré sur la fin des violences, qui ont transformé le pays en un grand cercueil de 300 000 morts et 26 000 corps non identifiés. Il y a d'innombrables leaders sociaux massacrés, dans une guerre qui va au-delà des ajustements du crime organisé. López Obrador a été élu pour mettre fin au déplacement forcé de populations et pour mettre au clair des massacres comme celui d'Ayozinatpa. Mais cette aspiration à la paix et à la justice n'a pas été satisfaite. Le démantèlement des gangs et la clarification des complicités militaires restent en suspens.

La réalisation de ces objectifs se heurte à la promulgation récente qui légalise l'action des forces armées. Cette évolution s'aggrave avec l'acceptation du chantage de Trump.

AMLO a également été élu pour freiner les privatisations, recouvrer l'autosuffisance alimentaire et réduire l'endettement extérieur lourd. Mais les mesures promises n'apparaissent pas non plus dans ce domaine pour mettre en œuvre une « quatrième transformation » fondatrice du Mexique.

L'autre bouleversement électoral dans la région est devenu de la victoire de Fernández en Argentine. La presse hégémonique présente les perdants comme s'ils avaient gagné les élections. Ce prix de consolation ne modifie pas le verdict brutal de la population contre l'ajustement. Les droites émettent des avertissements contre toute mesure progressive, niant l'effondrement dû au modèle néolibéral, aux politiques de dette et aux ajustements imposés par le FMI. Ce scénario dramatique conduit à la reprise de la mobilisation, dans le pays qui possède le plus haut niveau d'organisation syndicale et sociale dans toute la région. De même, dans d'autres pays, des affrontements électoraux importants se déroulent avec des résultats plus contradictoires. En Colombie, on vérifie la lente émergence des forces de centre-gauche qui, pour la première fois, se disputent les intentions et les gouvernorats avec l'oligarchie et les paramilitaires.

En Uruguay, cependant, un scénario difficile pour le Frente Amplio se présente, après 15 ans de gouvernement, lors du vote contre la droite. Il y a quelques mois à El Salvador, un président de droite improvisé a remporté la présidence, mettant ainsi fin à une décennie de gestion discutable de Farabundo Martí.

Le retour des gorilles

Il est évident que le coup d'État a refait surface en tant qu'instrument des classes dirigeantes. Sa récente mise en œuvre en Bolivie couronne la séquence initiée au Honduras (2009), suivie au Paraguay (2012) et étendue au Brésil (2016).

Les golpistes agissent avec le soutien direct des gendarmes et assurent leur permanence avec un partenaire civil. Au Paraguay, ils ont déplacé Lugo, mis des cartes et se sont établis avec Abdo, dans des élections marquées par l'abstention et l'illégitimité des dirigeants. Dans tous les cas, l'armée revient sur le devant de la scène, garante de nouvelles formes autoritaires maintenues dans l'état d'exception.

Les protagonistes du coup d'État justifient le recours à la force en ressuscitant les vieux fantômes de la guerre froide. Ils attribuent des protestations sociales dans tous les coins du continent à un plan de subversion contrôlé depuis le Venezuela et Cuba.

Ils répandent ce non-sens sans rougir, tout en redoublant d'importantes opérations judiciaires pour

interdire les dirigeants progressistes. Sans magistrats toxicomanes, les causes qu'ils inventent ne pourraient aller au-delà de la première instance d'un tribunal. Mais les médias manipulent les informations et présentent la corruption comme une maladie des gouvernements qui se démarquent des normes conservatrices.

La droite complète ses mensonges avec divers appareils pour obstruer la réflexion populaire. L'aveuglement qui favorise le fanatisme religieux est l'instrument préféré de cette opération. Les évangéliques apportent leurs ressources de plusieurs millions de dollars pour créer des craintes et détruire la solidarité.

La stratégie américaine

Washington a comme priorité de récupérer le principal champ pétrolifère de l'hémisphère, c'est-à-dire le Venezuela. Il a également renforcé l'embargo contre Cuba et conspiré contre la Bolivie afin de gérer les énormes réserves de lithium accumulées dans l'Altiplano. Trump tente de reprendre le contrôle sur les richesses naturelles de l'Amérique latine. Il renforce la subordination de ses vassaux traditionnels et explore un nouveau partenariat avec Bolsonaro. Face à la rivalité avec la Chine et l'Europe, Trump accroît la présence régionale du Pentagone.

Les leçons

Vaincre le coup d'État, l'impérialisme et le néolibéralisme est le grand objectif des luttes d'aujourd'hui. Pour atteindre cet objectif, la mobilisation doit être redoublée et l'action politique intensifiée. Mais cette intervention nécessite également de tirer les leçons des erreurs que le droit prend pour récupérer.

Il est très difficile de vaincre les ennemis qui se développent de l'intérieur. Cette auto-gestation est une mésaventure permanente de la dernière décennie. L'ultra réactionnaire Lénine Moreno était le cas le plus extrême. La coalition progressiste elle-même l'a nommé président pour faire face à la candidature des conservateurs. Moreno n'a pas seulement inversé les améliorations précédentes, mettant en œuvre l'agenda des classes dirigeantes. Il ne faut pas oublier que le coup d'État au Brésil a été mené Temer, le vice-président de Dilma. Cette même politique a conduit au Mexique à former une alliance gouvernementale avec des évangélistes, des conservateurs et des capitalistes.

La droite regagne du terrain lorsque les gouvernements progressistes oublient que les élections constituent un moment de la dispute sur le pouvoir. Lorsque le contrôle effectif de l'économie, de la justice, de l'armée et des médias reste aux mains des groupes dominants, le retour de la droite est une question de temps.

Cette contradiction est également à la base de la crise en Bolivie. Le MAS a connu ces dernières années un revers électoral important, malgré des succès sans précédent dans la gestion de l'économie. Il a atteint des taux de croissance élevés, une réduction significative de la pauvreté et des investissements importants liés à l'utilisation productive des revenus du gaz. La dépolitisation du mouvement populaire est l'explication la plus fréquente de cette déconnexion entre les améliorations socio-économiques et le recul électoral. Certains estiment que les électeurs deviennent plus individualistes à mesure qu'ils élargissent leur rayon de consommation. Ils considèrent que, dans cette mutation, ils assimilent la propagande conservatrice et oublient le processus progressif qui a permis leur amélioration.

Mais cette dépolitisation est une conséquence de la continuité d'un système reproduisant les privilèges des capitalistes. L'idéologie actuelle dans une société ne flotte pas dans le vide. Si le pouvoir des classes dirigeantes est préservé, cette prééminence tend à s'étendre aux comportements électoraux. Les puissants récupèrent les gouvernements parce qu'ils n'ont jamais perdu le pouvoir.

Le retour de la droite n'est pas inexorable. Il découle de l'absence de radicalisme qui prévaut dans le progressisme. Au lieu d'encourager des transformations substantielles aux moments appropriés, ce courant s'adapte au statu quo. Comme il refuse la possibilité de supprimer le pouvoir des grands

capitalistes, il finit par renforcer cette domination. L'expérience des gouvernements de centre gauche confirme que le frein à la radicalisation ouvre les portes à la revanche sur la droite.

Mais ce qui frappe dans le cycle actuel, c'est l'ampleur de la participation populaire. Le nombre de manifestants dans les rues dépasse les records des deux dernières décennies.

Il existe de grandes possibilités pour réaliser des conquêtes et modifier les relations de pouvoir. La réouverture du cycle progressif n'est pas en jeu. La bataille en cours peut mener à des scénarios nouveaux et inattendus.

Claudio Katz

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

[Claudio Katz](#), extrait d'un texte paru dans Mondialisation, 20 novembre 2019

<http://alter.quebec/amerique-latine-la-grande-confrontation/>

Plateforme altermondialiste est un réseau québécois qui se propose de renforcer la réflexion sur le néolibéralisme 2.0 et d'esquisser des chemins que pourrait emprunter l'altermondialisme sous ses diverses formes. Notre projet est de participer à la réflexion qui se manifeste dans différents lieux depuis quelque temps sur le renouvellement de l'altermondialisme et de l'internationalisme.

Pour prendre contact avec Plateforme altermondialiste : [plateformealtermondialiste gmail.com](mailto:plateformealtermondialiste@gmail.com)